

## Au Journal officiel du 8 au 13 mai 2015

### Au Journal officiel du 8 au 13 mai 2015

15/05/2015

#### Au Journal officiel du 8 au 13 mai 2015

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 8 mai 2015 :

- Ordonnance n° 2015-507 du 7 mai 2015 **relative à l'adaptation du secret professionnel dans les échanges d'informations entre autorités administratives et à la suppression de la production de pièces justificatives** - *Modification de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;*
- Décret n° 2015-508 du 7 mai 2015 **relatif au service de sécurité nationale et au dispositif de réserve de sécurité nationale** - *Modification du Code de la défense et du décret n° 97-1206 du 19 décembre 1997 ;*
- Décret n° 2015-509 du 6 mai 2015 **relatif à la simplification des régimes d'autorisations concernant les activités de préparation, conservation, distribution, cession, importation ou exportation de tissus, de leurs dérivés, des cellules et des préparations de thérapie cellulaire, issus du corps humain, utilisés à des fins thérapeutiques** - **Modification du Code de la santé publique ;**
- Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 **portant charte de la déconcentration** - *Les dispositions de l'article 8 du présent décret entrent en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication au Journal officiel de la République française - Modification du Code général des collectivités territoriales, modification du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 et abrogation du décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 ;*
- Décret n° 2015-511 du 7 mai 2015 **modifiant le Code de la propriété intellectuelle et le décret n° 2014-1280 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (ministère des finances et des comptes publics et ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique) ;**
- Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux **conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;**
- Arrêté du 28 avril 2015 *modifiant l'arrêté du 4 mai 2009* relatif à la **réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes et équipements destinés à ces véhicules** en application de la directive 2007/46/CE.

#### Au JO du 10 mai 2015 :

- Décret n° 2015-513 du 7 mai 2015 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) - *Ce texte contient des dates d'entrée en*

*vigueur particulières (cf art. 22 et 23) - Modification du Code des assurances, du Code rural et de la pêche maritime, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité et de textes non codifiés ;*

Et arrêté du 7 mai 2015 relatif à la transposition de la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II)- *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code des assurances ;*

· Décret n° 2015-514 du 7 mai 2015 relatif à la **détention et au port du gilet de haute visibilité**- *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code de la route ;*

**Et arrêté** du 7 mai 2015 *modifiant l'arrêté du 29 septembre 2008* relatif au gilet de haute visibilité - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 ;*

· Décret n° 2015-515 du 7 mai 2015 relatif à la **formation professionnelle continue des conseils en propriété industrielle** - *Le 3° de l'article 1er du présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2016- Modification du Code de la propriété intellectuelle ;*

· Décret n° 2015-516 du 7 mai 2015 relatif aux **périodes de soldes** - *Modification du Code de commerce.*

#### **Au JO du 12 mai 2015 :**

· Décret n° 2015-518 du 11 mai 2015 relatif au **Bureau central de tarification** - *Le présent décret entre en vigueur à la date de la première réunion de chacune des formations mentionnées au 1° à 5° de l'article R. 250-1 du code des assurances dans leur composition résultant de l'article 1er - Modification du Code des assurances ;*

· Décret n° 2015-519 du 11 mai 2015 relatif aux **agents habilités en matière de contrôle du prix des livres** ;

· Arrêté du 28 avril 2015 *modifiant l'arrêté du 16 juillet 1954* relatif à **l'éclairage et la signalisation des véhicules.**

#### **Au JO du 13 mai 2015 :**

· Décret n° 2015-520 du 11 mai 2015 **autorisant la tenue à distance d'épreuves et de réunions de jurys du certificat d'aptitude professionnelle, du brevet d'études professionnelles, du brevet professionnel, du brevet des métiers d'art et des mentions complémentaires des niveaux V et IV et modifiant le Code de l'éducation** (partie réglementaire) - *Entrée en vigueur à compter de la session d'examen 2016 ;*

· Décret n° 2015-521 du 11 mai 2015 relatif aux **décisions du rapporteur général de l'Autorité de la concurrence en matière de protection du secret des affaires** - *Modification du Code de commerce ;*

· Décret n° 2015-522 du 12 mai 2015 portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de **demande de logement social** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 17 et 18) - Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*

Et décret n° 2015-523 du 12 mai 2015 **relatif au dispositif de gestion partagée de la demande de logement social et à l'information du demandeur** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 6) - Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*

Et décret n° 2015-524 du 12 mai 2015 **relatif au contenu, aux modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs** - *Modification du Code de la construction et de l'habitation.*

À signaler également au titre de ce JO :

· **Décision n° 370986, 371062 du 7 mai 2015 du Conseil d'État statuant au contentieux :**

« *L'arrêté du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social du 24 mai 2013 portant extension de l'accord national professionnel du 24 juin 2010 relatif à l'activité de portage salarial (NOR : ETST1313705A) est annulé* ».

· **Décision n° 375882 du 7 mai 2015 du Conseil d'État statuant au contentieux :**

« *L'arrêté du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social du 24 décembre 2013 portant extension du titre III de la convention collective nationale de la production cinématographique (n° 3097) (NOR : ETST1332092A) est annulé en tant qu'il porte extension du sous-titre II de ce titre III* ».

**La Rédaction Législation**

© LexisNexis SA